

La descente aux enfers de l'industrie française



Article rédigé par *Contrepoints*, le 20 octobre 2018

Source [Contrepoints] La France est le pays d'Europe où la part de l'industrie dans le PIB est maintenant la plus faible, et elle est aussi, le pays où les dépenses publiques sont les plus fortes et les prélèvements obligatoires les plus élevés .

L'économie française fonctionne au ralenti : elle est comme bloquée dans son développement. Tous les symptômes sont là : une [croissance ralentie](#), un taux de chômage très élevé que les gouvernements successifs ne sont pas parvenus à réduire, une balance commerciale régulièrement déficitaire, et un État qui s'endette un peu plus chaque année pour boucler ses budgets. Et l'INSEE qui dénombre en France plus de 8 millions de pauvres.

D'où viennent donc les difficultés de l'économie française ? Les économistes, on ne comprend pas pourquoi, tardent à nous l'expliquer, ce qui est bien regrettable, car pour faire des pronostics sur la portée des mesures que le gouvernement a prises pour relancer l'activité économique du pays, il faut disposer d'un diagnostic correct. Il s'agit de l'enchaînement insidieux suivant, qui n'est jamais expliqué au public. À l'origine, l'effondrement du secteur secondaire de l'économie, l'industrie, en fait le plus important des trois secteurs d'activité qui composent l'économie d'un pays : ce secteur a produit de moins en moins de richesses.

Il s'en est suivi un accroissement régulier des [dépenses publiques](#) pour remédier aux dégâts causés à la population par la défaillance du secteur industriel ; d'où des prélèvements obligatoires de plus en plus élevés pour financer ces dépenses, ce qui a conduit à une asphyxie progressive de l'économie. Sans compter un accroissement, année après année de l'endettement de l'État qui recourt à cet expédient pour boucler ses budgets, les prélèvements obligatoires étant chaque année insuffisants. À présent, en matière de dette publique, on est au taquet, ce qui va poser à nos gouvernants de réels problèmes.

La contribution du secteur industriel à la formation du **PIB est passée, dans notre pays, de 25,0 % dans les années 1975 à 10,0 % aujourd'hui (hors BTP)**, alors que la norme en la matière se situe, au plan européen, à 20 %. Et les effectifs de ce secteur d'activité sont passés de 6,2 millions de personnes à la fin des Trente glorieuses à 2,7 millions à présent.

Notre machine économique se trouve donc amputée de plus de la moitié de son potentiel contributif à la création de richesse du pays. Aussi, avec ce taux de 10 %, qui est le plus faible de tous les pays de l'Union européenne, la Grèce mise à part, notre système économique doit-il être considéré comme sinistré.

Les activités industrielles sont, en effet, le paramètre essentiel expliquant [la richesse des pays développés](#). La revue *Avenir Suisse*, dans un numéro de 2012, soucieuse de mettre en valeur les belles performances de l'économie suisse, a calculé, ce qui est tout à fait original, la production industrielle des grands pays rapportée au nombre des habitants. On y voit des écarts considérables entre les pays. Le tableau de chiffres publié par la revue suisse mérite d'être examiné.